

Statuts Zurich Insurance Group SA

**Traduction des statuts de
Zurich Insurance Group SA, Zurich, Suisse**

Le texte original des statuts de Zurich Insurance Group SA est rédigé en langue allemande. Il prévaut en cas de divergence avec les versions traduites en français et en anglais.

Statuts de Zurich Insurance Group SA

I Raison sociale, siège, durée et but de la société

Article 1

Raison sociale

La société est une société anonyme constituée conformément aux art. 620 et suivants du Code suisse des obligations (CO) et aux présents statuts. Sa raison sociale est: Zurich Insurance Group AG (Zurich Insurance Group SA) (Zurich Insurance Group Ltd).

Article 2

Siège

La société a son siège à Zurich. Elle peut créer des succursales, des sociétés affiliées et des bureaux de représentation en Suisse et à l'étranger.

Article 3

Durée

La durée de la société est illimitée.

Article 4

But

- 1 La société a pour but la détention de participations dans le secteur des services d'assurance, en particulier dans le domaine de l'assurance non-vie et vie et de la réassurance, ainsi que dans le secteur des services financiers et de la gestion de patrimoine. La société peut effectuer toutes les opérations et prendre toutes les mesures qui lui semblent favorables à son but ou qui ont un lien avec ce but.
- 2 La société peut aussi prendre des participations dans des entreprises de tout genre, les financer, en créer ou en acquérir.

II Capital-actions

Article 5

Capital-actions

Le capital-actions de la société se monte à 15 133 985.10 CHF; il est divisé en 151 339 851 actions nominatives entièrement libérées d'une valeur nominale de 0.10 CHF chacune.

Article 5^{bis}

Capital-actions autorisé

- 1 Le Conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital-actions de 4 500 000 CHF au maximum jusqu'au 4 avril 2020, par l'émission de 45 000 000 d'actions nominatives au maximum, d'une valeur nominale de 0.10 CHF chacune, à libérer entièrement. Il est autorisé à procéder à une augmentation par montant partiel.
- 2 La souscription et l'acquisition des actions nouvelles, de même que tout transfert ultérieur des actions sont soumis aux limitations précisées à l'art. 7 de ces statuts.
- 3 Le Conseil d'administration fixe la date de l'émission d'actions nouvelles, leur prix d'émission, la manière dont elles seront libérées, les conditions d'exercice du droit de souscription préférentiel et le moment à compter duquel les actions nouvelles donneront droit à dividende. Le Conseil d'administration peut émettre de nouvelles actions moyennant l'engagement ferme d'une banque ou d'un consortium de libérer toutes les actions et leur offre subséquente aux actuels actionnaires. Le Conseil d'administration peut laisser s'éteindre les droits de souscription préférentiels qui n'ont pas été exercés; il peut aussi les placer aux conditions du marché, de même que les actions pour lesquelles un droit de souscription préférentiel a été accordé, mais n'a pas été exercé.

- 4 De plus, le Conseil d'administration est autorisé à limiter ou à supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires en relation avec l'émission d'un maximum de 15 000 000 d'actions nouvelles, et à l'attribuer à des tiers, à la société ou à une des sociétés du Groupe dans le cas où les actions sont utilisées:
 - a pour l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises ou de participations ou pour des investissements de la société ou de l'une des sociétés du Groupe, ou encore dans le cas d'un placement d'actions pour le financement de telles transactions, y compris leur refinancement; ou
 - b pour élargir le cercle des actionnaires, dans le cadre de la cotation des actions auprès d'une bourse étrangère ou l'émission d'actions sur les marchés nationaux ou internationaux de capitaux (y compris par le biais de placements privés auprès d'un ou plusieurs investisseurs choisis); ou
 - c pour la conversion de prêts, d'obligations d'emprunt ou d'obligations semblables, d'instruments financiers sur actions ou d'autres instruments du marché financier (collectivement les «instruments financiers») émis par la société ou l'une des sociétés du Groupe; ou
 - d pour l'amélioration simple et rapide des fonds propres réglementaires de la société ou d'une des sociétés du Groupe.
- 5 Jusqu'au 4 avril 2020, le nombre maximal d'actions nouvelles pouvant être émises (i) à partir du capital-actions autorisé selon le présent art. 5^{bis} al. 4 avec limitation ou suppression du droit de souscription préférentiel ainsi que (ii) à partir du capital-actions conditionnel selon l'art. 5^{ter} al. 1 des statuts avec limitation ou suppression du droit de souscription préalable, ne peut dépasser 30 000 000 d'actions nouvelles.

Article 5^{ter}

Capital-actions conditionnel

- 1 a Le capital-actions peut être augmenté de 3 000 000 de CHF au maximum par l'émission de 30 000 000 d'actions nominatives au maximum d'une valeur nominale de 0.10 CHF chacune, à libérer entièrement, moyennant l'exercice volontaire ou obligatoire de droits de conversion et/ou d'option accordés aux créanciers de prêts, d'obligations d'emprunt ou d'obligations semblables, d'instruments financiers sur actions ou d'autres instruments du marché financier (collectivement les «instruments financiers») émis par la société ou l'une des sociétés du Groupe, ou moyennant la conversion obligatoire d'instruments financiers émis par la société ou l'une des sociétés du Groupe qui permettent la conversion obligatoire conditionnelle en actions de la société, ou moyennant l'exercice de droits d'option accordés aux actionnaires. Le droit de souscription préférentiel des actionnaires est supprimé. Les détenteurs respectifs d'instruments financiers sont autorisés à souscrire des actions nouvelles. Les conditions de conversion et/ou d'option sont fixées par le Conseil d'administration.
- b L'acquisition d'actions grâce à l'exercice volontaire ou obligatoire de droits de conversion et/ou d'option ou moyennant la conversion d'instruments financiers avec des caractéristiques de conversion conditionnelles, de même que tout transfert ultérieur d'actions sont soumis aux limitations précisées à l'art. 7 de ces statuts.
- c Lors de l'émission d'instruments financiers, le Conseil d'administration est autorisé à limiter ou à supprimer le droit de souscription préalable au cas où elles seraient émises (i) pour financer, y compris refinancer, l'acquisition

d'entreprises, de parties d'entreprises ou de participations ou pour des investissements de la société ou de l'une des sociétés du Groupe, ou (ii) sur les marchés nationaux ou internationaux de capitaux (y compris par le biais de placements privés auprès d'un ou plusieurs investisseurs choisis), (iii) pour l'amélioration simple et rapide des fonds propres réglementaires de la société ou d'une des sociétés du Groupe. Si le droit de souscription préalable est limité ou supprimé par décision du Conseil d'administration, la règle suivante s'applique: les instruments financiers doivent être émis aux conditions du marché (compte tenu de la clause habituelle contre la dilution du capital) et le prix de conversion ou d'émission des actions nouvelles doit être fixé en se référant au cours boursier de l'action et/ou d'instruments comparables, dont le cours est fixé par le marché, au moment de l'émission ou de la conversion. Les droits de conversion doivent être exercés dans les dix ans au maximum, les droits d'option, dans les sept ans au maximum à partir de la date d'émission de l'emprunt en question; la convertibilité conditionnelle pourra être de durée illimitée.

- d Jusqu'au 4 avril 2020, le nombre maximal d'actions nouvelles pouvant être émises (i) à partir du capital-actions autorisé selon l'art. 5^{bis} al. 4 des statuts avec limitation ou suppression du droit de souscription préférentiel ainsi que (ii) à partir du capital-actions conditionnel selon le présent art. 5^{ter} al. 1 avec limitation ou suppression du droit de souscription préalable, ne peut dépasser 30 000 000 d'actions nouvelles.

- 2 a Le capital-actions peut être augmenté de 495 540.80 CHF au maximum par l'émission de 4 955 408 d'actions nouvelles au maximum, à libérer entièrement, d'une valeur nominale de 0.10 CHF chacune, par la remise d'actions nouvelles aux collaborateurs de la société et des sociétés du Groupe. Le droit de souscription préférentiel de même que le droit de souscription préalable sont supprimés. La remise aux collaborateurs d'actions nouvelles ou de droits de souscription préférentiels liés à ces actions est effectuée selon le ou les règlements édictés par le Conseil d'administration et compte tenu des performances, des fonctions, du niveau des responsabilités et de critères de rentabilité. La remise aux collaborateurs d'actions nouvelles ou de droits de souscription préférentiels liés à ces actions peut se faire à un prix inférieur au cours de la bourse.
- b L'acquisition d'actions dans le cadre de la participation des collaborateurs au capital de l'entreprise de même que tout transfert ultérieur d'actions sont soumises aux limitations précisées à l'art.7 des présents statuts.

III Actions, droits des actionnaires

Article 6

Certificats d'actions et titres intermédiés

- 1 La société émet ses actions sous forme de certificats individuels, globaux ou de droits-valeurs. La société est libre, dans le cadre des prescriptions légales, en tout temps et sans approbation des actionnaires, de convertir ses actions émises sous l'une des formes ci-dessus, en une autre forme. La société en supporte les coûts.

- 2 L'actionnaire n'a pas le droit de réclamer la conversion d'actions émises dans une forme précise, en une autre forme. Chaque actionnaire peut toutefois exiger en tout temps que la société établisse une attestation relative aux actions nominatives qu'il détient selon le registre des actions.
- 3 Les titres intermédiés qui consistent en des actions de la société ne peuvent pas être transférés par cession. Il ne peut pas non plus être constitué de sûreté par cession sur ces titres intermédiés.

Article 7

Registre des actions

- 1 Seules les personnes inscrites au registre des actions comme actionnaires avec droit de vote ou comme usufruitiers peuvent exercer le droit de vote attaché aux actions ou les droits qui y sont afférents.
- 2 Le Conseil d'administration peut refuser de reconnaître la qualité d'actionnaire avec droit de vote à un acquéreur si celui-ci ne déclare pas expressément, sur demande, qu'il a acquis les actions en son propre nom et pour son propre compte ou s'il a fourni de fausses informations dans la demande d'inscription. Les conditions mises à la reconnaissance de mandataires (*nominees*) en qualité d'actionnaires avec droit de vote peuvent être fixées par le Conseil d'administration par voie de règlement.
- 3 Restent réservées les dispositions légales en cas de transfert d'actions par succession, par partage de succession ou en vertu du régime matrimonial. Quand des actions sont attribuées dans de telles circonstances ou lors de la dissolution d'une société commerciale ou d'une personne morale au nom de laquelle des actions sont inscrites, il y a lieu d'aviser la société dans les six mois en lui indiquant à qui les actions se trouvent attribuées.

Article 8

Demande d'inscription

- 1 La société ne reconnaît qu'un seul représentant par action.
- 2 L'inscription des actionnaires au registre des actions se fait sur la base des formalités reconnues à cet effet par la société, que l'acquéreur doit accomplir en totalité et en se conformant à la vérité. Si un actionnaire change de domicile ou de siège, il doit communiquer sa nouvelle adresse à la société.

IV Organisation de la société

Article 9

Organes

Les organes de la société sont:

- A l'Assemblée générale
- B le Conseil d'administration
- C la Direction (Comité exécutif du Groupe)
- D l'Organe de révision

A Assemblée générale

Article 10

Pouvoirs

Les pouvoirs de l'Assemblée générale sont les suivants:

- 1 adopter et modifier les statuts, sous réserve des art. 651a, 652g, 653g et 653i CO;
- 2 nommer et révoquer les membres du Conseil d'administration, le président du Conseil d'administration, les membres du Comité de rémunération, le représentant indépendant et l'Organe de révision;

- 3 nommer et révoquer un autre Organe de révision en qualité de réviseur spécial ayant pour mission de procéder aux examens particuliers prescrits dans le cas d'augmentations de capital;
- 4 approuver le Rapport annuel, les comptes annuels ainsi que les comptes de Groupe;
- 5 déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan de l'exercice, et en particulier fixer le dividende;
- 6 approuver la rémunération du Conseil d'administration et de la Direction conformément à l'art. 18 des statuts;
- 7 donner décharge aux membres du Conseil d'administration et de la Direction;
- 8 prendre les décisions relatives aux objets qui lui sont réservés par la loi ou les statuts, ainsi que sur ceux qui lui sont soumis par le Conseil d'administration, sous réserve de l'art. 716a CO.

Article 11

Convocation de l'Assemblée générale

- 1 Les Assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration et, au besoin, par l'Organe de révision. Les liquidateurs et les représentants des obligataires ont également le droit de les convoquer.
- 2 L'Assemblée générale ordinaire a lieu chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice; des Assemblées générales extraordinaires sont convoquées aussi souvent qu'il est nécessaire.
- 3 La convocation d'une Assemblée générale peut également être requise par des actionnaires qui représentent des actions avec droit de vote totalisant au moins 10% du capital-actions, sur demande écrite avec indication des points de délibération et des propositions qui s'y rapportent.

Article 12

Mode de convocation, droit d'inscrire des points à l'ordre du jour

- 1 La convocation d'une Assemblée générale se fait par la publication de l'invitation dans la «Feuille officielle suisse du commerce» au moins 20 jours avant la date de la réunion, avec mention des points de délibération ainsi que des propositions du Conseil d'administration et des actionnaires qui ont demandé la réunion d'une Assemblée générale ou l'inscription d'un point à l'ordre du jour.
- 2 Des actionnaires représentant des actions avec droit de vote d'une valeur nominale d'au moins 10 000 CHF peuvent demander d'inscrire des points de délibération à l'ordre du jour. Cette demande doit être formulée par écrit au moins 45 jours avant la date de la réunion et présenter les propositions.
- 3 Les points de délibération qui n'auront pas été communiqués de cette façon ne peuvent être soumis à décision, sauf s'il s'agit d'une proposition en vue de la convocation d'une Assemblée générale extraordinaire ou de l'exécution d'un contrôle spécial.
- 4 Le Rapport de gestion, le Rapport de rémunération ainsi que les Rapports de révision peuvent être consultés par les actionnaires au siège social au plus tard vingt jours avant l'Assemblée générale ordinaire. Tout actionnaire peut demander à se faire livrer immédiatement un exemplaire de ces documents. Les actionnaires reçoivent à cet effet des instructions écrites.

Article 13

Droit de participer, représentation

- 1 Ont le droit de participer à l'Assemblée générale et d'y exercer leur droit de vote les détenteurs d'actions inscrits au registre des actions en tant qu'actionnaires avec droit de vote, au jour de référence fixé par le Conseil d'administration.
- 2 Un actionnaire inscrit au registre des actions avec droit de vote, qui ne participe pas personnellement à l'Assemblée générale, peut s'y faire représenter, en remettant à la société une procuration écrite, par un autre actionnaire ayant le droit de vote ou, dans le cas de mandataires (*nominees*) avec droit de vote, par le bénéficiaire effectif. De plus, il peut se faire représenter par le représentant indépendant.
- 3 Les mineurs ou les personnes sous curatelle peuvent se faire représenter par leur représentant légal, les personnes mariées par leur conjoint, les personnes morales par un de leurs membres disposant d'un pouvoir de signature ou autorisés d'une autre façon à les représenter, même si ces représentants ne sont pas actionnaires.
- 4 Le Conseil d'administration règle les exigences relatives aux procurations et instructions de vote, les procurations et instructions électroniques sans signature électronique qualifiée pouvant être autorisées. Les conditions de la représentation par le bénéficiaire effectif d'actions détenues par des mandataires (*nominees*) avec droit de vote peuvent être définies par le Conseil d'administration dans un règlement.
- 5 L'Assemblée générale élit le représentant indépendant. La durée du mandat s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Une réélection est possible. Si la société n'a pas de représentant indépendant, celui-ci est désigné par le Conseil d'administration pour l'Assemblée générale suivante.

Article 14

Droit de vote

Chaque action dont le propriétaire, actionnaire avec droit de vote, ou son usufruitier est inscrit au registre des actions donne droit à une voix.

Article 15

Validité des décisions

L'Assemblée générale est habilitée à prendre des décisions quel que soit le nombre des actionnaires présents et le nombre des actions représentées.

Article 16

Présidence de l'Assemblée

- 1 L'Assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par le vice-président ou par un autre membre du Conseil d'administration désigné à cet effet.
- 2 Le président de l'Assemblée désigne le secrétaire et les scrutateurs qui ne doivent pas obligatoirement être actionnaires. Le procès-verbal est signé par le président de l'Assemblée et le secrétaire chargé du procès-verbal.
- 3 Le président de l'Assemblée dispose de tous les pouvoirs qui lui sont nécessaires pour que l'Assemblée générale se déroule régulièrement et sans incident.

Article 17

Décisions et élections

- 1 L'Assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix représentées, pour autant que les statuts ou des dispositions impératives de la loi n'en disposent pas autrement. En cas d'égalité des voix, le président de l'Assemblée décide.

- 2 Les votes sur les propositions et les élections ont lieu à main levée, à moins qu'un vote ou une élection par écrit ne soient ordonnés par le président ou demandés par des actionnaires disposant ensemble d'au moins 2% de toutes les voix représentées. Si le résultat du vote ou de l'élection à main levée est ambigu, le président de l'Assemblée peut ordonner une répétition du vote ou de l'élection par écrit, ce dernier résultat étant alors seul pris en compte. Le Conseil d'administration peut fixer par voie de règlement des formes équivalentes (par exemple par voie électronique) par lesquelles le vote peut être exercé, sous réserve de ne pas porter atteinte au principe de présence.

Article 18

Approbation de la rémunération

- 1 L'Assemblée générale approuve annuellement les propositions du Conseil d'administration sur les montants globaux maximaux
 - a de la rémunération du Conseil d'administration pour la période s'écoulant jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire suivante;
 - b de la rémunération de la Direction pour le prochain exercice.

Le Conseil d'administration peut présenter des propositions à l'Assemblée générale relatives à des montants globaux maximaux ou des éléments de rémunération individuels pour d'autres périodes et/ou relatives à des montants complémentaires pour des éléments de rémunération particuliers ainsi que des propositions conditionnelles supplémentaires. Si la rémunération de la Direction pour le prochain exercice selon la lettre b est présentée à l'Assemblée générale pour approbation, celle-ci vote aussi à titre consultatif sur le Rapport de rémunération de cet exercice.

- 2 La rémunération peut être versée par la société ou les sociétés du Groupe.
- 3 Le Conseil d'administration évalue les éléments de rémunération selon les mêmes principes que ceux qui s'appliquent au Rapport de rémunération. Les éléments de rémunération attribués conditionnellement sont évalués au moment de l'attribution conditionnelle («grant»).
- 4 La société ou les sociétés du Groupe sont autorisées à verser à tout membre qui entre dans la Direction au cours d'une période pour laquelle l'Assemblée générale a déjà approuvé la rémunération de la Direction, un montant complémentaire pour cette (ces) période(s), lorsque le montant global déjà approuvé ne suffit pas pour sa rémunération. La somme de tous les montants complémentaires ne doit pas dépasser, par période de rémunération, 30% du montant global respectif de la rémunération maximale de la Direction.
- 5 Si l'Assemblée générale rejette une proposition du Conseil d'administration, le Conseil d'administration fixe un montant global maximal ou plusieurs montants partiels maximaux en tenant compte de tous les facteurs pertinents et le(s) soumet à l'Assemblée générale pour approbation. La société ou les sociétés du Groupe peut(vent) verser des rémunérations dans le cadre d'un montant global ou partiel fixé de cette façon, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

B Conseil d'administration

Article 19

Attributions et pouvoirs

- 1 Le Conseil d'administration décide de toutes les affaires qui ne sont pas réservées ou transmises à un autre organe de la société par la loi, les statuts ou les règlements d'organisation.
- 2 Le Conseil d'administration a les attributions intransmissibles et inaliénables suivantes:
 - a exercer la haute direction de la société et établir les instructions nécessaires;
 - b définir l'organisation;
 - c fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier ainsi que de la planification financière;
 - d nommer et révoquer les membres de la Direction et les personnes chargées de la représentation ainsi que régler l'autorisation de représentation et de signature;
 - e exercer la haute surveillance sur la Direction, notamment pour s'assurer qu'elle observe la loi, les statuts, les règlements d'organisation et les instructions données;
 - f établir le Rapport de gestion et le Rapport de rémunération, préparer l'Assemblée générale et en exécuter les décisions;
 - g informer la FINMA si des raisons sérieuses font craindre que la société ne soit surendettée ou qu'elle n'ait des problèmes de liquidité importants;
 - h déterminer les augmentations de capital ainsi que les modifications de statuts correspondantes et établir le rapport d'augmentation du capital.

Article 20

Délégation de pouvoirs

Le Conseil d'administration peut charger des comités ou quelques membres du Conseil de la préparation et de l'exécution de ses décisions ou de la supervision de certaines opérations; il peut aussi – sous réserve de dispositions impératives de la loi – déléguer tout ou partie de ses tâches et pouvoirs, y compris le pouvoir de désigner les personnes autorisées à signer, à certains de ses membres ou à des tiers.

Article 21

Election, durée des mandats

- 1 Le Conseil d'administration est composé de sept membres au moins et de treize membres au plus.
- 2 L'Assemblée générale élit le président et les autres membres du Conseil d'administration individuellement. La durée du mandat du président et des autres membres du Conseil d'administration s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Une réélection est possible.
- 3 Si le nombre des membres descend au-dessous du minimum prévu par les statuts, il sera loisible de ne compléter l'effectif du Conseil qu'à la prochaine Assemblée générale ordinaire, pour autant que le Conseil compte encore au moins six membres.
- 4 Si la présidence est vacante, le Conseil d'administration désigne un président parmi ses membres jusqu'à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante.

Article 22

Constitution

- 1 Le Conseil d'administration se constitue lui-même, sous réserve des compétences de l'Assemblée générale.
- 2 Le Conseil d'administration est autorisé à constituer un ou plusieurs comités.

Article 23

Convocation, décisions prises par voie de circulaire

- 1 Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que nécessaire, sur convocation du président, ou du membre suppléant, ainsi que dans les cas prévus par la loi (art. 715 CO) ou le règlement d'organisation, mais au moins six fois par an.
- 2 Lorsque le président ou le membre suppléant le juge opportun, les décisions du Conseil d'administration peuvent aussi être prises en la forme d'une approbation donnée par écrit à une proposition, à moins qu'une consultation ne soit requise par l'un des membres du Conseil d'administration.

Article 24

Prise des décisions, procès-verbal

- 1 Le Conseil d'administration prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix exprimées. En cas d'égalité des voix, le président de séance décide, à l'exception des cas suivants (sous réserve que le Conseil d'administration décide la constitution du comité correspondant mentionné ci-après):
 - a affaires faisant l'objet d'une proposition ou d'une recommandation du Comité d'audit;
 - b affaires faisant l'objet d'une proposition ou d'une recommandation du Comité de rémunération, pour autant que celles-ci concernent la rémunération du président du Conseil d'administration;
 - c nominations aux comités du Conseil d'administration;
 - d propositions pour l'élection de membres du Conseil d'administration, si elles ne reposent pas sur une proposition ou une recommandation du Comité de gouvernance et des nominations.

- 2 La présence d'un seul membre du Conseil d'administration est suffisante pour les décisions de constatation devant être prises sous forme d'actes authentiques selon les art. 634a, 651a, 652g, 653g et 653i CO.
- 3 Un procès-verbal des délibérations et des décisions est établi et signé par le président de séance et le secrétaire.

Article 25

Rémunération

Le Conseil d'administration peut décider que tout ou partie de sa rémunération soit versée sous forme d'actions. Dans ce cas, il fixe les conditions d'un tel versement, y compris le moment de l'attribution et d'éventuelles restrictions de vente. Il peut prévoir que les restrictions de vente soient en tout ou partie levées ou que la rémunération soit annulée en raison de la survenance d'événements définis au préalable, tels qu'un changement de contrôle ou la fin d'un rapport de mandat.

Article 26

Comité de rémunération

- 1 Le Comité de rémunération se compose en principe d'au moins trois membres du Conseil d'administration.
- 2 L'Assemblée générale élit les membres du Comité de rémunération individuellement. La durée du mandat s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Une réélection est possible. En cas de départ anticipé d'un ou plusieurs membres, le Conseil d'administration peut nommer des suppléants parmi ses membres jusqu'à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante.
- 3 Le Comité de rémunération s'occupe de la politique de rémunération de la Direction et de la structure de rémunération de la société. Il a les attributions et compétences en matière de décisions et de propositions qui lui sont attribuées

par le règlement d'organisation et le règlement du Comité de rémunération. En particulier, il assiste le Conseil d'administration dans la définition et l'évaluation du système et des principes de rémunération et lors de la préparation des propositions présentées à l'Assemblée générale pour l'approbation de la rémunération selon l'art. 18 des statuts. Le Comité de rémunération peut soumettre des propositions et des recommandations au Conseil d'administration sur toutes les questions relatives à la rémunération.

- 4 Le règlement d'organisation et le règlement du Comité de rémunération peuvent attribuer d'autres compétences au Comité de rémunération.

C Direction

Article 27

Désignation, pouvoirs

Le Conseil d'administration désigne une Direction à laquelle incombent la gestion et la représentation de la société, conformément au règlement d'organisation adopté par le Conseil d'administration.

Article 28

Rémunération

- 1 La rémunération de la Direction est composée d'éléments fixes et variables. La rémunération fixe comprend le salaire de base et d'autres éléments de rémunération. La rémunération variable peut comprendre des éléments de rémunération à court terme et à long terme. La rémunération globale prend en compte la fonction et le degré de responsabilité du bénéficiaire.

- 2 Les éléments de rémunération à court terme sont définis en fonction de niveaux de performance objectifs mesurés selon le résultat du groupe et/ou d'une division, selon des objectifs calculés en comparaison avec le marché, avec d'autres entreprises ou avec des références analogues et/ou selon des objectifs individuels; ces performances sont en règle générale mesurées pendant une période d'un an. Le montant cible annuel des éléments de rémunération à court terme est limité à 100% du salaire de base; selon les niveaux de performance atteints, la rémunération peut s'élever au maximum à 200% du montant cible.
- 3 Les éléments de rémunération à long terme sont définis en fonction de niveaux de performance objectifs mesurés selon des objectifs stratégiques et en règle générale au cours d'une période de plusieurs années. Le montant cible annuel des éléments de rémunération à long terme est défini sous forme de pourcentage du salaire de base et il est limité conformément au règlement de rémunération; selon les niveaux de performance atteints, la rémunération peut s'élever au maximum à 200% du montant cible. Le Conseil d'administration ou le Comité de rémunération assure le lien avec les objectifs à long terme de la société, par le biais de conditions et de délais d'exercice appropriés, ainsi que de périodes de blocage et de conditions de péremption.
- 4 Le Conseil d'administration ou le Comité de rémunération fixe les objectifs de performance ainsi que le montant cible des éléments de rémunération à court et à long terme ainsi que le moment où ils sont atteints.

- 5 La rémunération de la Direction peut être versée sous forme d'argent, d'actions, d'options, d'instruments ou d'unités analogues, de prestations en nature ou de services. Le Conseil d'administration ou le Comité de rémunération fixe les conditions d'attribution, les conditions et délais d'exercice ainsi que d'éventuelles périodes de blocage et conditions de péremption. Il peut prévoir que des conditions et délais d'exercice ainsi que des périodes de blocage soient en tout ou partie levés, qu'une rémunération soit versée à condition que les objectifs soient atteints ou qu'une rémunération soit annulée en raison de la survenance d'événements définis au préalable, tels qu'un changement de contrôle ou la fin d'un rapport de travail.

D Organe de révision

Article 29

Désignation, pouvoirs

L'Assemblée générale élit, une société de révision remplissant les exigences légales à titre d'Organe de révision; ses droits et obligations sont ceux fixés par la loi. La durée du mandat s'achève à la fin de l'Assemblée générale ordinaire suivante. Une réélection est possible.

V Exercice et emploi du bénéfice résultant du bilan

Article 30

Exercice

- 1 L'exercice de la société est déterminé par le Conseil d'administration.
- 2 Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions applicables du Code des obligations ainsi qu'aux principes reconnus de présentation des comptes.

Article 31

Emploi du bénéfice résultant du bilan

L'Assemblée générale décide de l'emploi du bénéfice résultant du bilan, conformément aux dispositions correspondantes du Code des obligations.

V^{bis} Reprise de biens envisagée

Article 31^{bis}

La société envisage d'utiliser le produit de l'augmentation de capital exécutée le 17 avril 2009 pour le financement partiel de la reprise indirecte du commerce domestique nord-américain d'assurance automobile pour les particuliers d'American International Group, Inc pour un prix total prévisionnel d'environ 1.9 milliard d'USD. En vue de cette acquisition la société accordera un prêt d'un montant total de 1.1 milliard d'USD à Zurich Group Holding.

VI Dispositions générales

Article 32

Contrats avec des membres du Conseil d'administration et de la Direction

- 1 La société ou les sociétés du Groupe peuvent conclure des contrats à durée déterminée ou à durée indéterminée avec des membres du Conseil d'administration portant sur leur mandat et leur rémunération. La durée et la fin des contrats sont définies par la durée du mandat et la loi. La durée des contrats conclus avec des membres du Conseil d'administration ne doit pas dépasser la durée de leur mandat selon l'art. 21 al. 2.
- 2 La société ou les sociétés du Groupe peuvent conclure des contrats de travail à durée indéterminée avec des membres de la Direction avec un délai de préavis de douze mois au maximum.
- 3 La conclusion d'une convention d'interdiction de faire concurrence qui produit ses effets après la fin du contrat est autorisée, dans la mesure où elle est conclue pour une durée d'un an au maximum et que l'indemnité y relative ne dépasse pas le montant que le membre de la Direction a reçu au cours des douze derniers mois sous forme d'éléments de rémunération fixes et variables à court terme.

Article 33

Nombre de mandats autorisés

- 1 Les membres du Conseil d'administration ne peuvent pas exercer plus de trois autres mandats dans des sociétés cotées en bourse et cinq mandats dans des sociétés non cotées en bourse; les membres de la Direction ne peuvent pas exercer plus d'un autre mandat dans des entreprises cotées en bourse et trois mandats dans des entreprises non cotées en bourse.

- 2 Les mandats suivants ne sont pas affectés par cette restriction:
 - a Les mandats dans la société et les sociétés du Groupe.
 - b Les mandats qui sont exercés pour le compte et sur ordre de la société ou d'une société du Groupe dans une société qui ne fait pas partie du Groupe. Les membres du Conseil d'administration et de la Direction ne peuvent exercer plus de cinq mandats de ce type.
 - c Les mandats dans des associations, des organisations caritatives ainsi que des fondations et fondations de prévoyance. Les membres du Conseil d'administration et de la Direction ne peuvent exercer plus de cinq mandats de ce type.
- 3 Les mandats sont définis, dans le cadre de la présente disposition, comme des activités exercées dans les organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques qui ont l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ou dans un registre étranger correspondant. Plusieurs mandats exercés dans diverses entreprises qui sont contrôlées par les mêmes personnes comptent comme un seul mandat.

Article 34

Prêts

La société peut consentir à des membres du Conseil d'administration et de la Direction des prêts aux conditions du marché jusqu'à un montant maximum de 3 millions de CHF au total par personne.

Article 35

Communications et publications

- 1 L'organe de publication de la société est la «Feuille officielle suisse du commerce». Pour autant que la loi n'oblige pas à informer personnellement, toutes les communications exigées par la loi ainsi que les autres informations sur la société

destinées aux actionnaires sont considérées comme valablement publiées lorsqu'elles paraissent dans la «Feuille officielle suisse du commerce».

- 2 La société envoie les informations écrites aux actionnaires par courrier ordinaire à la dernière adresse de l'actionnaire, ou de la personne habilitée à être notifiée, inscrite au registre des actions.

Article 36

Liquidation

La société peut être liquidée conformément aux dispositions du Code des obligations.

VII Contestations

Article 37

For

- 1 Toute contestation sur les affaires de la société entre des actionnaires et la société ou ses organes, ainsi qu'entre la société et ses organes ou entre les organes eux-mêmes sera tranchée par les tribunaux de juridiction ordinaire de Zurich, lieu du siège de la société, sauf recours au Tribunal fédéral suisse.
- 2 Nonobstant le tribunal défini à l'al. 1 ci-dessus, la société peut engager des poursuites contre ses organes et actionnaires devant leur tribunal de juridiction ordinaire.

Version conforme aux décisions de l'Assemblée générale du 4 avril 2018.

Zurich Insurance Group SA
c/o Zurich Compagnie d'Assurances SA
Mythenquai 2
8002 Zurich, Suisse
Téléphone +41 (0)44 625 25 25 www.zurich.com

46581-1803

